

*Moi qui ne suis pas intellos, qui ai fait peu d'études avait déjà écrit que le populisme voulait tout dire et son contraire exactement comme les religions.*

**A l'attention des personnes qui utilisent "populisme" pour tout dire et ne rien dire.**

## **Et vlan plein la gueule des sociaux-démocrates Belges. (PS)**

### **Lecon n°1**

#### **Wikipédia.**

Le populisme désigne un type de discours et de courants politiques, prenant pour cible de ses critiques « *les élites* » et prônant le recours au «peuple» (d'où son nom), s'incarnant dans une figure charismatique et soutenu par un parti acquis à ce corpus idéologique.

Apparu avec les démocraties modernes, après avoir connu selon certains historiens une première existence sous la **République Romaine**.

Le mot *populisme* est apparu, en français en 1929 sous la plume de Léon LEMONNIER pour désigner une nouvelle école littéraire dont il a écrit le manifeste.

Le populisme politique existe depuis le XIX siècle aux USA (« le *populism* rural et petit-bourgeois voulut réincarner le peuple fondateur de la démocratie américaine ») et en [Russie](#) (« Les *narodniki* de la Russie tsariste, en "allant au peuple", rêvaient de restaurer une communauté perdue. »).

Avant les années 1990 les termes « populisme » et « populiste » pouvaient désigner divers courants politiques se référant au peuple.

Les politiques dites populistes peuvent être très différentes : différences gauche/droite. L'historien Philippe Roger déclare que le mot populisme « désigne un complexe d'idées, d'expériences et de pratiques qu'aucune typologie, si fouillée soit-elle, ne saurait épuiser. »

### **Lecon n°2**

#### **Sur toupie**

##### **Définition de populisme**

**Etymologie** : du latin *populus*, peuple.

Historiquement, le **populisme** est un mouvement politique russe de la fin du XIXe siècle qui luttait contre le tsarisme en s'appuyant sur le peuple et en prônant la transformation des communautés agraires traditionnelles.

En politique, le populisme désigne l'idéologie ou l'attitude de certains mouvements politiques qui se réfèrent au peuple pour l'opposer à l'élite des gouvernants, au grand capital aux privilégiés ou à toute minorité ayant "accaparé" le pouvoir... accusés de trahir égoïstement les intérêts du plus grand nombre.

Pour les "populistes", la démocratie représentative fonctionne mal et ne tient pas ses

promesses. Prônant une démocratie plus directe, ils ont donc pour objectif de "rendre le pouvoir au peuple".

Le terme populisme est en général utilisé **dans un sens péjoratif par ses opposants**, c'est-à-dire les [classes](#) dirigeantes ou les politiciens au pouvoir, pour [amalgamer](#) et critiquer tous les "archaïsmes" et freins au développement de leur politique qu'ils pensent détecter parmi le peuple.

Le contour du mot "populisme" est relativement flou et varie selon celui qui l'utilise.

### Leçon n°3

#### L'internaute

**populisme**, nom masculin

**Sens 1** **Tendance politique** démagogique **visant à défendre les intérêts du peuple** [Politique].

**Sens 2** Courant littéraire, pictural ou cinématographique s'attachant à l'expression de la vie des milieux populaires

### Leçon 4

Wiktionnaire.

#### **Étymologie.**

De populiste et isme, du latin *populus* (peuple).

(Politique) Discours [politique](#) favorable aux [classes](#) défavorisées, et souvent hostile aux [élites](#).

Est-ce faire du populisme de bas étage que de trouver qu'un salaire mensuel de 15.117 € pour un collaborateur du ministre du Budget c'est purement et simplement scandaleux ?

### Leçon 5

#### **Liberpédia.**

Populisme

Le populisme est une accusation dont se servent les politiciens au pouvoir (et ceux qui les soutiennent) contre ceux qui leur reprochent de ne *pas se servir de leur pouvoir dans l'intérêt du peuple*.

### **Le populisme comme défense du peuple**

Le terme de populisme implique la notion de peuple. Or, cette notion peut-elle avoir un sens individualiste ? Le dictionnaire définit le peuple comme un "ensemble d'êtres humains vivant sur le même territoire ou ayant en commun une culture, des mœurs, un système de gouvernement." A partir de cette définition de "peuple" il est pratiquement impossible de définir un intérêt commun sur lequel tous ses membres seraient d'accord.

Dans les sens qui nous préoccupent, par exemple "Un politicien promet au peuple des baisses d'impôts. C'est du populisme, juge son rival." cette définition ne s'applique pas : le politicien ne le promet pas à lui-même, ni à son rival, ni en fait à l'ensemble de la [caste exploiteuse](#). Il ne peut le promettre en réalité qu'à ceux qui sont victimes des impôts. Le terme populiste,

pour avoir un sens, doit donc implicitement impliquer, au moins en partie, de *définir le peuple comme la caste exploitée*.

Selon la théorie des classes à laquelle le populiste adhère, il n'en tirera pas les mêmes conclusions : s'il s'en tient à la théorie des classes marxiste, il considère que ce sont les "capitalistes" qui "exploitent" les "travailleurs", et que "le peuple", c'est à dire la caste exploitée ainsi définie doit donc, par le biais de la *démocratie redistributive*, se révolter contre la caste exploiteuse ; s'il comprend la théorie des classes libérale (du moins en partie, et peut-être inconsciemment), au contraire, il sait que "le peuple" est exploité par les hommes de l'Etat, et que c'est leur pseudo-démocratie qui l'empêche de décider "lui-même" des affaires qui "le" concernent. C'est ce que François Guillaumat appelle les "populistes de gauche" et les "populistes de droite".

Pris dans ces sens cohérents et non-contradictaires-là, **le terme de populisme devient donc inutile**, puisque synonyme soit de communisme, soit de libéralisme : la définition qui reste est donc celle d'un *populiste de droite qui ne comprend pas tout* : sa définition à lui de pseudo-démocratie est bien souvent simplement la "social démocratie technocratique", sa définition de "laisser le peuple décider des affaires qui le concernent" implique plutôt "la démocratie directe", et lui comme président la gérant, puisqu'il est politicien ! De même, il ne définit le peuple comme classe exploitée que pour les besoins de l'opposition avec la classe exploiteuse, mais pour le reste reconnaît une pertinence à la notion de peuple avec une *volonté collective propre*. Comme "peuple" se confond souvent avec "les citoyens de l'Etat-nation", ces populistes-là défendent toujours un certain nationalisme — sinon, ils ne seraient pas populistes mais libéraux ou anarchistes et ne parleraient pas de "peuple" mais d'*individus*.

[\[edit\]](#)

## L'accusation de populisme

Des politiciens aux orientations très différentes sont souvent traités de **populistes** par d'autres politiciens qui n'ont de théorie cohérente ni de la démocratie ni du Droit et sont incapables de donner une définition cohérente ni de populisme ni d'extrême-droite, ni d'expliquer la distinction entre les deux [\[1\]](#).

Comme pour extrême-droite, le terme est principalement employé par la gauche pour discréditer certaines parties (de plus en plus grandes) de la droite, par exemple pour mettre dans un même sac Le Pen, Blocher, Haider, Pim Fortuyn. Or, même en admettant qu'ils ont en commun une certaine méfiance envers l'immigration, à des degrés, sous des formes et pour des raisons très divers d'ailleurs, ça n'explique toujours pas le "populiste" ni pourquoi il faudrait désigner d'un même terme un nationaliste plus ou moins socialiste (et de plus en plus socialiste depuis le début des années 1990...), un libéral-conservateur, un conservateur-nationaliste ou un opposant de l'Islam.

[\[edit\]](#)

## "Le populisme consiste à défendre la "volonté du peuple""

Le terme de populisme désigne aussi parfois ceux qui défendent la "volonté populaire" contre la démocratie représentative (par exemple, lors du débat sur le référendum français sur le TCE, Noël Mamère l'a employé dans ce sens-là en disant que c'est le parlement qui aurait dû ratifier le TCE, et que ceux qui pensent le contraire sont contre la démocratie représentative et donc des populistes.

De même, le terme peut désigner ceux qui pensent que la volonté du peuple doit être respectée, le rôle du politique étant de se demander "Que demande le peuple ?" et le faire. Il y a par exemple des sociologues suisses qui critiquent les abus dans le droit d'asile, non pas parce qu'ils poseraient un problème en eux-mêmes, mais parce que "le peuple" les considère comme un problème.

Mais ceux-là, **il est inutile de les qualifier de populistes, ils sont tout simplement (pseudo-)démocrates** ! Tandis qu'un Mamère, dans ce cas, se reconnaît comme un **autoritaire anti-démocrate** : *non seulement* il nie le Droit des individus à disposer d'eux-mêmes (comme tous les (pseudo-)démocrates), mais *en plus* il considère que c'est la classe politique, plutôt que la *majorité du peuple*, qui peut violer les droits individuels.

Il est également significatif que les partis au pouvoir envisagent sérieusement d'interdire les partis "d'extrême-droite", *alors même qu'ils acceptent par ailleurs que la volonté de la majorité prime sur le Droit* : leur conception de la démocratie est de laisser la majorité choisir - tant qu'elle les choisit, eux ; et lorsqu'ils parlent de "limiter les excès de la démocratie" c'est bien dans ce sens-là qu'ils l'entendent, et non dans celui de l'illusion constitutionnaliste.

[[edit](#)]

## "Le populisme consiste à promettre au "peuple" de défendre ses intérêts..."

[[edit](#)]

### ...et le faire

Le reproche de populisme est alors d'être "trop proche du peuple" et des intérêts de la classe exploitée, en somme, de n'avoir pas intégré la classe exploiteuse technocratique. C'est plus ou moins dans ce sens que [Rothbard](#) l'utilise, voir "[Le populisme de droite](#)" par [Murray Rothbard](#) .

[[edit](#)]

### ...ou non, parce que les promesses faites sont intenables, ou que le politicien mentait dès le départ

Populisme est alors utilisé dans le même sens que démagogie, c'est à dire *prétendre défendre les intérêts du "peuple" pour en réalité mieux défendre les siens*, ce qui est en réalité la définition même de tout politique ! Dans ce sens là, le politicien qui traite ses homologues de populistes ne le fait que dans un seul but : distraire "le peuple" du fait qu'il l'est lui-même.

L'accusation de populisme est dès lors variable : le FN fut accusé de populisme, par la droite établie et par la gauche, accusé de faire dans la "démagogie sécuritaire" parce qu'il se faisait le porte-parole du "peuple", victime de l'insécurité. Jusqu'à ce que Sarkozy reprenne le discours "sécuritaire" à son compte. Il y eut alors décalage terminologique : la gauche continua à parler de populisme, mais en accusant à présent la droite établie.

De même, le FN a repris à son compte une bonne partie du discours anti-mondialisation venu de la gauche attaquante, lorsqu'il a vu que ce discours semblait plaire à une partie du "peuple".

Plutôt que d'utiliser le terme de populisme dans ce sens-là, il est préférable d'employer celui, beaucoup plus précis et moins ambigu, d'*électorisme*.

[edit]

### "Le populisme consiste à flatter les bas instincts du peuple"

Une autre variante consiste à accuser de populisme ceux qui *défendent des souhaits populaires qui ne sont pas les mêmes que ceux de l'accusateur* : suggérer de *prendre l'argent là où il se trouve*, c'est à dire faire croire au "peuple" qu'il va *s'enrichir en punissant les riches de s'être enrichis* par exemple ne sera que rarement qualifié de populisme, car le terme est surtout employé par les socialistes.

Là encore, le terme est utilisé pour une raison simple : tout faire pour cacher la seule distinction pertinente, qui est celle entre les souhaits du "peuple" *qui sont parfaitement légitimes* et ceux *qui ne le sont pas* :

- Les souhaits du "peuple" parfaitement légitimes sont tous ceux qui n'impliquent pas de violence agressive, mais au contraire visent à s'en protéger. Ainsi, est systématiquement traité de **populiste** ou de **démagogue** tout politicien faisant une proposition visant à *rendre aux gens l'argent que les hommes de l'Etat leur ont volé*<sup>[2]</sup>, ainsi que tout politicien osant rappeler que la sécurité est de moins en moins assurée, et qu'il faudrait par conséquent peut-être laisser les individus se défendre contre les agressions, ou qu'il faudrait que les hommes de l'État assurent la sécurité des biens et des personnes, ce qui, après tout, est le *prétexte* premier de leur monopole de la violence.
- Les souhaits du "peuple" qui ne sont pas légitimes sont tous ceux qui reposent sur la violence agressive. C'est notamment le cas des souhaits socialistes de certains, entretenus par l'esclavagisme-absurdisme, de *se servir de la (pseudo-)démocratie* pour laisser les hommes de l'Etat charger les forces du désordre de commettre les atteintes au Droit *qu'ils n'oseraient pas faire eux-mêmes directement*, et que d'ailleurs ils comprennent qu'ils n'ont pas le droit de faire eux-mêmes, mais croient ou veulent croire qu'ils ont le droit de charger d'autres de le faire, ou mieux, de charger d'autres d'exiger d'autres qu'ils ordonnent à d'autres de le faire, de sorte à ce que tout le monde ait une excuse : c'est la croissance dans le chapeau.

Déjà John Locke avait pourtant compris que *the people cannot delegate to government the power to do anything which would be unlawful for them to do themselves*.

Avec "populiste", cette distinction essentielle disparaît — et c'est bien le but — et se retrouve remplacée par une fausse opposition entre les points sur lesquels les souhaits du "peuple" rejoignent ceux de la classe exploiteuse (c'est à dire souvent les souhaits de ceux qui lancent les anathèmes de "populisme") et ceux sur lesquels ils la contredisent.

[edit]

## Populisme : un terme utilisé pour des raisons bien précises

En jouant sur le sens vague de "peuple", l'usage du terme populisme permet d'entretenir la confusion sur la (pseudo-)démocratie, et ainsi éviter le débat de fond sur sa définition et sa légitimité.

En étant utilisé par certains politiciens pour traiter d'autres de démagogues, il permet de faire oublier qu'ils le sont tous nécessairement.

Un parti est traité de populiste dès le moment qu'il remarque un peu trop fort, ne faisant pas partie de la caste exploiteuse au pouvoir, que le pouvoir politique du moment se sert de la (pseudo-)démocratie dans son propre intérêt et non dans celui du peuple comme il le prétend, autrement dit un parti est traité de populiste dès *qu'il vise à chasser les politiciens voleurs et corrompus pour faire lui-même la même chose à son compte, ou qu'il vise à supprimer (du moins en partie) le système*. Deux cas de figure se présentent alors :

- Lorsque les partis traités de populistes sont effectivement pires, du point de vue libéral, que les partis qui les en traitent, ces derniers doivent tout faire pour éviter qu'ils soient critiqués pour les bonnes raisons, **puisque'ils ne peuvent rien leur reprocher de valable qui n'attirerait l'attention sur leur propre esclavagisme-absurdisme**. Le discours anti-libéral en général et anti-"mondialisation libérale" en particulier est ainsi généralisé et unanime au sein de la classe politique française, de l'"extrême-gauche" à l'"extrême-droite", à quelques non-significatives exceptions près : que peut alors reprocher, par exemple, un Chirac à un Le Pen (en admettant que Le Pen soit pire que Chirac, ce qui peut être sujet à discussion) ? Il ne peut lui reprocher d'être socialiste, puisqu'il l'est aussi, ni d'être protectionniste et anti-mondialisation, pas même de faire une distinction entre "citoyens nationaux" et "étrangers", puisque les hommes de l'Etat la font aussi.
- Lorsqu'ils sont au contraire moins nuisibles, c'est à dire prêts à moins violer les droits des individus et à plus respecter leurs volontés, donc sont plus "démocratiques" et défendent mieux les "intérêts du peuple" que les partis au pouvoir, ces derniers doivent tout faire pour éviter que cela se remarque trop, et donc leur reprocher cela-même comme un défaut dangereux, en les traitant de populistes également.

Ainsi, les politiciens au pouvoir parviennent à introduire une nouvelle dichotomie trompeuse, qui est celle entre les "populistes" et les autres, les partis "extrémistes" et les partis "parlementaires", pour occulter le vrai enjeu du débat politique, qui est de savoir dans

quelle mesure tel politicien est prêt à laisser "le peuple" décider de ce qui le concerne, dans quelle mesure il *remet en cause le vol des faibles par les puissants*, c'est à dire du "peuple" par "ses représentants".

Liberpédia.

Populiste

Un "**populiste**", *c'est quelqu'un qui remarque trop fort que la pseudo-démocratie socialiste ne tient pas ses promesses.*

Suivant ce qu'ils en déduisent, y a deux sortes de populistes :

— le **populiste de gauche**, qui en déduit qu'il faut la forcer à les tenir, ces promesses. Et comme celles-ci incluent la "justice sociale" et "l'égalité des chances", cela veut dire toujours plus de *pillage des faibles par les puissants*, criminel et destructeur et sans aucun profit pour personne ; elles impliquent aussi la "non-discrimination" et la "tolérance", c'est-à-dire toujours plus de *négarion des Droits de l'homme et du citoyen* au bénéfice supposé d'*Übermenschen légaux*, toujours davantage de censure violente du pouvoir contre ses dissidents *réels* — dans le socialisme pseudo-démocratique la plupart des soi-disant "rebelles" sont des *populistes de gauche* qui poussent au contraire, la bouche tordue par la haine, à cette "justice sociale", et à cette "non-discrimination"-là.

Les populistes de gauche renchérissent donc sur l'esclavagisme-absurdisme des HiFis qui, à coups de "lois" et de réglementations, détruisent la société civile au nom de la pensée magique étatiste. Comme eux parasites sociaux institutionnels et aspirant à rejoindre leurs rangs, ils servent leurs ambitions en les poussant à sacrifier toujours davantage de vies humaines réelles à ses idoles cannibales.

— Le **populiste de droite**, pour sa part, comprend que le socialisme pseudo-démocratique ne peut pas tenir ses promesses, parce qu'elles sont a priori irréalisables, voire impensables et en tous cas criminelles. Il y a donc renoncé. Comme ces promesses naissent de la démagogie électoraliste, où les candidats au pouvoir *s'engagent à distribuer à tout le monde de l'argent volé aux autres* — ce qu'ils appellent "une société plus juste, plus solidaire", la question se pose du rôle de la démocratie dans l'invention de ces faux dieux.

On peut s'en tenir à une définition *procédurale* de la démocratie comme *le pouvoir de la majorité*, c'est-à-dire la *dictature de l'électeur médian*, et la critique *populiste de droite* débouche alors sur une remise en cause des institutions prétendument "représentatives".

Ainsi, les rédacteurs de la Constitution américaine rejetaient expressément la "démocratie" ainsi entendue, dont des auteurs comme Anthony de Jasay et Hans-Hermann Hoppe décrivent l'évolution vers la dictature totalitaire de l'esclavagisme-absurdisme.

C'est l'influence *populiste* résiduelle de cette Constitution que les esclavagistes-absurdistes européens dénoncent dans les États-Unis aujourd'hui.

On peut aussi définir la "démocratie" dans son sens originel comme "le pouvoir du peuple", et reconnaître que la première condition pour que *ce "peuple" puisse véritablement exercer ledit "pouvoir" est que* chaque citoyen décide *directement* de tout ce dont on peut humainement décider par soi-même, la seule justification possible de la démocratie étant que *chacun a le Droit de décider de ses propres affaires*.

Cette deuxième définition de la "démocratie" dénonce évidemment la première comme celle d'une *pseudo-démocratie* (socialiste), dont les adeptes dénaturent tous les concepts politiques normatifs et cherchent donc à imposer la première définition, à travers le mythe du "peuple" comme *pseudo-agent moral* différent des personnes singulières qui le constituent, et qui "déciderait" par le truchement de "ses" soi-disant "représentants". Cette hypostase sophistique de la pseudo-démocratie socialiste est là pour cacher la brutalité esclavagiste-absurdiste de son principe essentiel, à savoir que *les hommes de l'état auraient le "droit" de décider de tout à la place du citoyen sous prétexte que celui-ci "a le droit de vote"*.

C'est un fait que *le pouvoir du citoyen en tant qu'électeur est infime et sans effet pratique pour lui-même, alors que son pouvoir en tant qu'acheteur et vendeur est efficace à 100 %* pour sa propre existence ainsi que pour sa participation aux choix de la société à la hauteur de l'enjeu qu'ils représentent pour lui. Empêcher que cette vérité-là soit dite, empêcher que l'on sache que *la liberté d'entrer ou non en relation avec autrui est un million de fois plus démocratique que le pouvoir de voter*, empêcher qu'on en tire les conséquences, est donc une priorité de l'esclavagisme-absurdisme, qui lui opposera ses "valeurs" chimériques en exaltant sa conception exclusive du "citoyen" comme électeur, ainsi que comme revendicateur et receleur de son argent volé aux autres.

Face à ces propagandistes du pouvoir, il peut donc exister un *populisme* bien compris comme rappel aux exigences de la *vraie* démocratie, que les tenants de la *pseudo-démocratie socialiste* ne peuvent pas tolérer.

## Leçon 6

Université de Liège.

Les populistes se présentent comme de véritables démocrates face aux élus des partis traditionnels supposés corrompus et manipulateurs. Ces derniers, en revanche, associent souvent le populisme à l'extrême droite. Quelle place accorder alors au discours populiste dans l'offre politique ? C'est ce que tend à analyser Jérôme Jamin, docteur en Sciences politiques, enseignant et chercheur au CEDEM, dans cette conférence proposée par [Art&Fact](#) dans le cadre de son cycle *Culture et Société*.

[http://www.ulg.ac.be/cms/c\\_872664/fr/le-populisme-est-il-un-appel-a-la-democratie.html](http://www.ulg.ac.be/cms/c_872664/fr/le-populisme-est-il-un-appel-a-la-democratie.html)